

Compte rendu de séance

Séance du 18 Avril 2018

L' an 2018 et le 18 Avril à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,à la Mairie de LAMARCHE sous la présidence de
BOURCIER Joelle 3ème Adjointe

Présents : VAGNE Daniel, Mmes : BOURCIER Joelle, CAYTEL Marie Louise, FLORIOT Anne-Marie, LEGOUPIL Carole, PIERROT Myriam, MM : CONTAUX Jean-Benoît, GARILLON Christian, MAIRE Jean-Marie SENESSION Laurent,

Absent(s) ayant donné procuration : MM : FIEUTELOT Guy à Mme LEGOUPIL Carole, HEITZ Laurent à M. CONTAUX Jean-Benoît, MAYOUD Stéphane à Mme FLORIOT Anne-Marie
Absent(s) : Mmes : LASSALLE Cécile, PETIT Angélique

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 10

Date de la convocation : 18/04/2018

Date d'affichage : 12/04/2018

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU
le : 19/04/2018

et publication ou notification
du : 19/04/2018

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

BUDGET PRIMITIF 2018 FORETS - 2018/024
BUDGET PRIMITIF 2018 TRESORERIE - 2018/025
BUDGET PRIMITIF 2018 EAU ET ASSAINISSEMENT - 2018/026
PRIX DE L'EAU 2019 - 2018/027
BUDGET PRIMITIF 2018 CHAUFFERIE BOIS - 2018/028
BUDGET PRIMITIF 2018 COMMUNE - 2018/029
FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES - 2018/030
TRAVAUX EAU 2018 REHABILITATION DU RESERVOIR
ET PROTECTION DU PERIMETRE DUP - 2018/031
LOCATION TERRAIN DE LA GARE - 2018/032
TRANSFERT DES ZAE
A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST
- 2018/033

BUDGET PRIMITIF 2018 FORETS

réf : 2018/024

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2018 forêts qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 472 682.39 €
en dépenses et recettes d'investissement à 123 371.78 €.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2018 TRESORERIE

réf : 2018/025

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2018 Trésorerie qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 30 732.11 €
en dépenses et recettes d'investissement à 29 131.13 €.

A la majorité (pour : 11 contre : 2 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2018 EAU ET ASSAINISSEMENT

réf : 2018/026

Le conseil municipal

- adopte le budget primitif 2018 SERVICE DES EAUX qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 265 534.62 €
en dépenses et recettes d'investissement à 670 217.35 €.

A la majorité (pour : 11 contre : 2 abstentions : 0)

PRIX DE L'EAU 2019

réf : 2018/027

Le conseil municipal fixe les tarifs eau à compter du 1er janvier 2019 comme suit :

Eau :

de 0 à 500 m3 : 2.00 €

plus de 500 m3 : 1.69 €

Branchement compteur : 15 €

Taxe assainissement : 0.40 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2018 CHAUFFERIE BOIS

réf : 2018/028

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2018 chaufferie bois qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 287 207.34 €
en dépenses et recettes d'investissement à 105 070.65 €.

A la majorité (pour : 11 contre : 2 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2018 COMMUNE

réf : 2018/029

Le Conseil Municipal adopte le budget primitif 2018 commune qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 973 827.56 €
en dépenses et recettes d'investissement à 502 748.04 €.

A la majorité (pour : 11 contre : 2 abstentions : 0)

FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES

réf : 2018/030

Le conseil Municipal ne modifie pas les taux des taxes locales qui se définissent comme suit :

taxe d'habitation : 12.08 %

taxe foncière sur le foncier bâti : 9.12 %

taxe foncière sur le foncier non bâti : 13.57 %

CFE : 11.70 %

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

TRAVAUX EAU 2018 REHABILITATION DU RESERVOIR ET PROTECTION DU PERIMETRE DUP

réf : 2018/031

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le programme de travaux d'eau pluriannuel :

pour 2018 :

la réhabilitation du réservoir existant ,	104 900 €
la protection du périmètre de captage DUP	14 800 €
la construction d'un réservoir de 150 m3 pour un montant de	159 000 € soit un total de 278 700 € HT.

pour 2019 :

2 réserves de protection incendie de 120 m3 à Aureil maison	52 100 €,
et protection incendie chemin de la Maillarde	23 600 € soit un total de 75 700 € HT.

Le conseil municipal décide d'entreprendre le programme de travaux pour 2018 :

- attribue une enveloppe budgétaire de 278 700 € + RAR 35 000 € soit 313 700 €,
- les crédits étant inscrits au BP 2018 cpte 2318,
- sachant que la subvention départementale pour le financement de ces travaux est de 55 175 €,
- autorise le Maire à lancer la procédure d'appel d'offre et à signer les pièces du marché.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

LOCATION TERRAIN DE LA GARE

réf : 2018/032

Le Conseil Municipal décide de louer le terrain de la Gare de Lamarche parcelle ZR n° 54 au tarif de 100€/ha et par an sous forme de convention d'occupation précaire pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 à Monsieur Philippe MERLIN.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

TRANSFERT DES ZAE

A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES VOSGES COTE SUD OUEST

réf : 2018/033

Monsieur le Maire indique qu'en application de l'article L 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les Communautés de Communes sont compétentes pour « *la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires* ».

Dans le cadre de ce transfert de compétence voulu par la loi Notr'e du 07Août 2015, les zones d'activités précitées ont donc vocation à être transférées à la Communauté de Communes. Il est obligatoire et indispensable pour les collectivités de procéder à un transfert en pleine propriété des parcelles restant à vendre faute de quoi, ni la commune, ni la Communauté de Communes ne pourront procéder à la vente de terrain à un acteur économique désireux de s'implanter sur la zone.

Les cessions de zones d'activités s'effectuent à l'amiable entre personnes publiques : il leur appartient de définir librement les conditions financières du transfert de propriété par délibérations concordantes. L'adoption de ces conditions sera prononcée à la majorité qualifiée conformément à l'article L5211-17 du CGCT.

Monsieur le Maire indique que lors de sa séance du 19 Décembre 2017, le Conseil Communautaire s'est prononcé et a arrêté les conditions de ce transfert.

Sur le territoire de la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud Ouest, trois zones d'activités économiques sont concernées, pour lesquelles l'état du foncier est le suivant :

	La zone artisanale « Sur l'étang » à DOMBROT-LE-SEC	La zone artisanale « La Justice » à ROBECOURT	La zone artisanale à LERRAIN
Surface totale de la zone (hors voirie interne)	9 898 m ²	20 000 m ²	18 531 m ²
Surface en propriété privée	2 521 m ²	11 325 m ²	12 035 m ²
Surface terrains libres non bâtis	6 776 m ²	8 675 m ²	6 496 m ²
Surface à transférer	6 776 m²	8 675 m²	6 496 m²

Monsieur le Maire fait état des critères retenus par l'intercommunalité pour établir les conditions de cession des zones :

3. Fixation d'un prix supportable pour la communauté de communes :

La communauté de communes se voit imposer ce transfert. Elle doit par ailleurs faire face à des charges importantes. Cette nouvelle charge imposée ne doit ni déstabiliser sa situation financière actuelle ni compromettre ses projets développement futurs

4. Fixation d'un prix en adéquation avec le marché actuel (qui par nature et compte tenu du nombre peu significatif de vente est difficile à apprécier)

5. Ce prix ne doit pas non plus être pénalisant pour les communes qui vont devoir constater dans un seul exercice la perte comptable (investissements-subventions éventuelles-cessions déjà effectuées) si elles disposaient d'un budget séparé.

6. Enfin, il faut prendre en compte le portage financier de la collectivité qui va devoir attendre la commercialisation effective des lots disponibles à la vente. Les incertitudes portent à la fois sur le délai de cette commercialisation et sur le prix.

Considérant ces critères pré-requis :

La Communauté de Communes indique que le principal obstacle est le caractère définitif du prix fixé dans l'acte notarié qui matérialisera le transfert.

Aussi la solution passe par la recherche d'un dispositif qui permettrait de corriger ce caractère définitif et qui permettrait d'introduire de la souplesse à tous les niveaux.

La solution proposée par l'intercommunalité est la suivante :

1. Définition d'un prix dans l'acte

Délibération du conseil communautaire sur le principe de la mise en place de fonds de concours destinés à reverser une quote-part de la différence entre le prix acté dans le transfert et le prix effectif de vente du lot. Un système d'abattement peut être mis en place pour tenir compte du portage de l'opération

2. Consultation/délibération des communes membres

Signature d'une convention entre la communauté de commune et les communes concernées par le transfert des zones actant le principe de la rétrocession et ses modalités de calcul

Pour préserver les ressources des communes et pour cette année transitoire 2017, il serait inutile de passer par l'institution d'une FPZ, mais plutôt d'étudier la piste de l'adoption de la FPU.

Avec cette solution, les 4 critères prérequis exposés ci-avant sont préservés

La Communauté de Communes propose l'évaluation suivante :

ZA	Total parcelles	Parcelles cédées	Reste à céder	Prix M2 *	Prix Valorisé
LERRAIN	18 531,00	12 035,00	6 496,00	2,40	15 590
DOMBROT	9 898,00	2 521,00	6 776,00	3,50	23 716
ROBECOURT	20 000,00	11 325,00	8 675,00	0,50	4 338
Totaux	48 429,00	25 881,00	21 947,00		43 644

Rachat des ZAE

Exposé du principe de l'abattement annuel

Application d'un coefficient d'abattement prenant en compte la durée du portage

10 % par année entière séparant la date d'achat de la date de revente

Date Achat	Prix acte M2	Date vente	Prix vente	Délai Vente	Coefficient abattement	Différentiel Prix	A rétrocéder Commune
15/03/2018	3,5	15/07/2021	12	3,3	30%	8,5	5,95

Ainsi Monsieur le Maire indique que compte-tenu des éléments présentés, le Conseil Communautaire :

— **A approuvé** l'acquisition zones d'activités précitées à :

- 2,40 € m2 pour LERRAIN
- 3,50 € m2 pour DOMBROT-LE-SEC
- 0,50 € m2 pour ROBECOURT

Soit pour un total de 43 644 euros.

— **A autorisé** Monsieur le Président à signer les actes authentiques

A opté pour la mise en place d'un fonds de concours permettant une rétrocession partielle de la plus value réalisée entre le prix de cession payé au moment du transfert et le prix de commercialisation effective sous déduction d'un abattement annuel de 10% par année entière (délai apprécié entre la date de l'acte constatant le transfert à la communauté de Communes et la date de cession effective du lot à l'acquéreur). Si des travaux sur les zones sont réalisés par la Communauté de Communes après le transfert, alors les frais engagés seront déduits de la rétrocession.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE les conditions financières telles qu'arrêtées par le Conseil Communautaire et présentées ci-dessus ;

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération au Président de la Communauté de Communes LES VOSGES COTE SUD OUEST ;

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

A la majorité (pour : 0 contre : 9 abstentions : 4)

Séance levée à: 21h30

En mairie, le 20/04/2018

Le Maire, Daniel VAGNE